

Écrit par le 2 avril 2025

Un 'guichet vert' pour faciliter les investissements publics environnementaux des collectivités en Paca



La Région Sud et le Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires viennent de lancer un Guichet vert en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Cet outil, confié à [l'Agence régionale pour la biodiversité et l'environnement \(Arbe\)](#) doit permettre aux collectivités d'être conseillées dans l'intégration de clauses environnementales dans leurs marchés publics.

Trop peu de clauses environnementales à ce jour

En effet, en matière d'achats, les collectivités sont soumises au code de la commande publique. Depuis plusieurs années, ce code évolue pour inciter les collectivités à intégrer ce qu'on appelle des 'clauses environnementales'. Cependant, encore peu de marchés publics intègrent ces clauses. En 2021, selon l'Observatoire économique de la commande publique, seulement 18 % des marchés publics comprenaient une clause environnementale. Le Plan National pour des Achats Durables 2022-2025 établi par le Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires vise à ce que d'ici 2025, 100% des

Ecrit par le 2 avril 2025

contrats de la commande publique notifiés au cours de l'année comprennent au moins une considération environnementale.

Parallèlement, la Région Sud s'est engagée pour faire de son territoire un pilote en matière de transition écologique à travers son plan Climat 'Gardons une COP d'avance'. C'est pour cela qu'elle souhaite appuyer le déploiement d'une commande publique durable sur son territoire en confiant cette mission à l'Arbe via ce nouveau 'Guichet vert'. Cet accompagnement sera complété par la mise en place et l'animation d'un réseau régional de professionnels qui sera lancé à compter de septembre 2023.

Guichet vert : mode d'emploi

Le Guichet vert c'est donc un conseil gratuit pour les collectivités qui souhaitent intégrer des clauses environnementales dans leurs marchés publics. Il vient rejoindre les 10 autres Guichets verts régionaux déjà en place. Il peut être mobilisé pour connaître les obligations, obtenir des guides, ressources et exemples de clauses, avoir des retours d'expériences, être en relation avec d'autres acheteurs publics.

En aucun cas il peut être sollicité pour une prestation de conseil juridique ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Une charte utilisateur encadre les modalités de fonctionnement. Pour faire une demande auprès du Guichet vert, il suffit de remplir le formulaire sur le site de l'Arbe : www.arbe-regionsud.org.

L'enjeu est de taille puisque la commande publique représente 8% du PIB (Produit intérieur brut) national.

L.G.

Memento : la mémoire a de l'avenir en Vaucluse

Ecrit par le 2 avril 2025

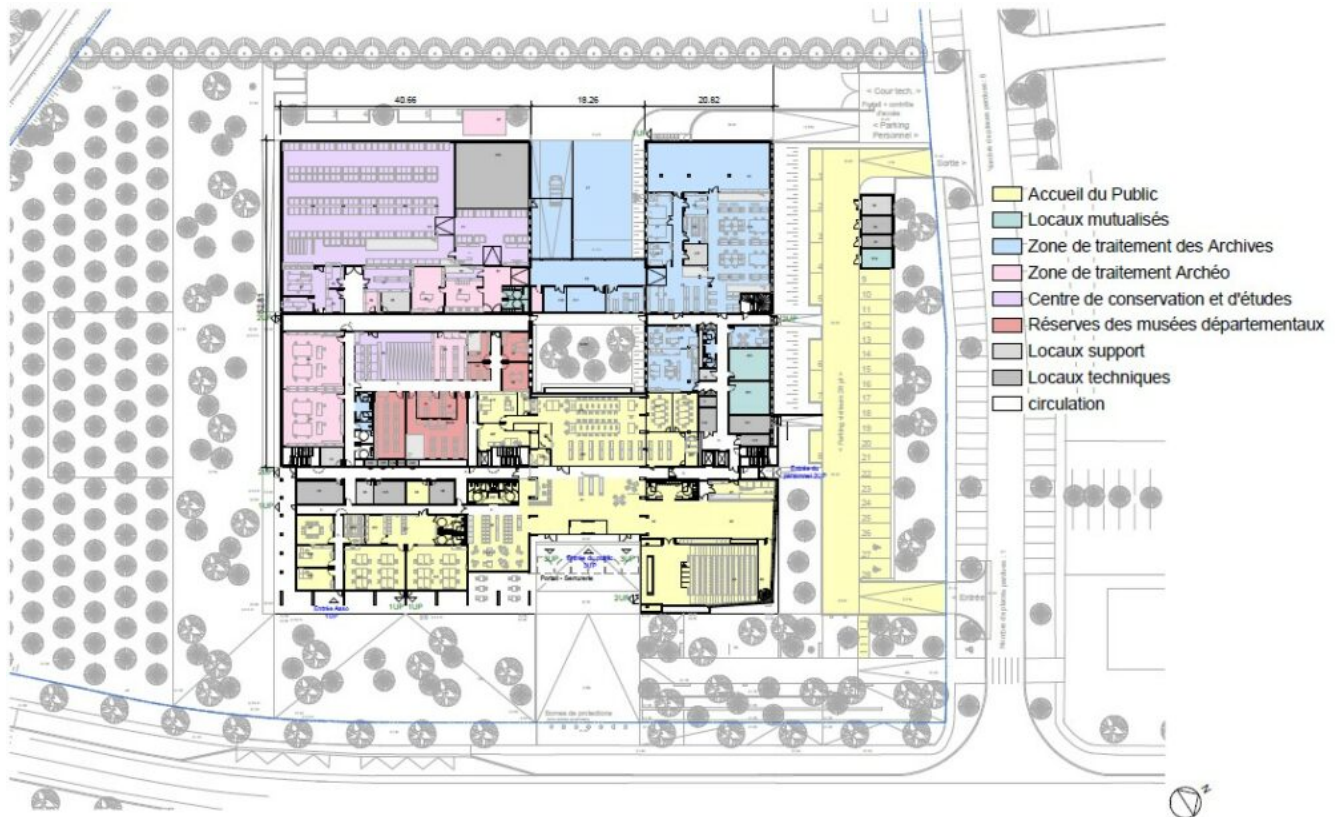


Le Conseil départemental de Vaucluse vient de poser la première pierre des futures archives départementales. Situé dans la zone d'Agroparc à Avignon ce 'pôle des patrimoines de Vaucluse' sera baptisé 'Memento'. Le bâtiment, qui représente l'un des principaux investissements publics du territoire actuellement, est autant conçu pour être un lieu de conservation que partage et d'accueil du grand public.

Après avoir passé près de 150 ans au palais des papes, les archives départementales de Vaucluse s'appêtent à déménager en 2025 dans un nouveau bâtiment édifié dans la zone d'Agroparc à Avignon. Situé sur une parcelle de 23 290 m², entre l'Inrae et le siège social de McCormick-Ducros, la construction de 11 600m² conçue par [le cabinet d'architecture lyonnais Gautier-Conquet](#) regroupera une douzaine de sites actuellement éparpillés sur le bassin de vie d'Avignon : les archives du Département actuellement installées dans la chapelle Benoît XII du palais vieux depuis les années 1880 mais aussi ses annexes de Courtine, le Service départemental d'Archéologie, les réserves des trois musées départementaux ainsi que plusieurs services administratifs liés au patrimoine vaclusien.

A cela s'ajoute le Centre de conservation et d'études de l'État ainsi que les Archives du Grand Avignon. Seul manque à l'appel, les archives de la Ville d'Avignon qui, un temps approchées pour s'associer au projet, resteront finalement dans leur locaux historiques de l'ancien mont de piété de la rue Saluces dans l'intra-muros de la cité des papes.

Ecrit par le 2 avril 2025



Situé rue Marcel Demonque dans la zone d'Agroparc, le bâtiment de 80 mètres de long et de 70m de large de 'Memento' sera situé entre le siège de McCormick-Ducros et l'Inrae, juste à côté du centre de gestion de la fonction publique territoriale et tout près du campus Jean-Henri Fabre de l'Université d'Avignon.

Plus qu'un lieu de stockage

Plus qu'un lieu de conservation, ce 'pôle des patrimoines de Vaucluse' baptisé désormais 'Memento' (ndlr : souviens-toi en latin) ambitionne d'être aussi un espace d'étude et de transmission de l'histoire du Vaucluse en étant le plus accessible et le plus ouvert au public.

Bien évidemment le lieu restera un site d'entreposage avec 40km linéaires de stockage aux normes de conservation actuelles contre 26km pour les archives actuelles du palais des papes.

En 2025, l'équipement entend également « constituer un lieu de mémoire et de préservation du passé tourné vers l'avenir en jouant un rôle actif de transmission à travers sa salle de lecture, sa salle d'exposition et sa salle de conférence de 150 places ».

Pour le Conseil départemental sa vocation est donc d'être aussi « un lieu-ressources et de recherche destiné aux scolaires, aux chercheurs, aux professionnels mais aussi au grand public. Un lieu d'animation et de vie en lien constant avec les acteurs locaux et les associations du territoire mais aussi régionales. Des expositions, des conférences, des créations d'œuvres, des animations, des concerts auront lieu. La priorité absolue est de s'ouvrir aux différents publics et de diffuser largement la connaissance. »

Ecrit par le 2 avril 2025



Une pierre taillée il y a 700 ans provenant chantier de restauration du palais des papes a été posée lors du lancement officiel du chantier qui doit s'achever courant 2025.

Une fonction autant culturelle que patrimoniale

« Il s'agit d'un équipement autant culturel que patrimonial avec des fonctions pédagogiques d'accueil de tous les publics », explique [Dominique Gautier](#), l'architecte de l'agence à qui l'on doit déjà les archives du Rhône à Lyon et celles de Briançon ainsi que plusieurs médiathèques à Lyon, Chaponost, Oullins ou Montrond-les-Bains. « C'est aussi un outil de travail pour les archéologues, les archivistes, les conservateurs, les chercheurs, les historiens », poursuit le co-fondateur du cabinet Gautier-Conquet qui a aussi réalisé les 18 plateformes du parc d'activité 'Technicité' d'Agroparc.

« C'est enfin un outil de conservation avec des ateliers et des magasins où les contraintes imposent que l'on conçoive un bâtiment sans fenêtres pour protéger ce qui y est conservé de la lumière », conclut Dominique Gautier dont les équipes ont conçu un édifice à haute valeur environnemental affichant une performance énergétique de niveau E2C1 du label E+C.

Ecrit par le 2 avril 2025

« Il s'agit d'un équipement autant culturel que patrimonial. »

Dominique Gautier de l'agence Gautier-Conquet

L'un des principaux investissements publics du territoire

Memento sera constitué d'un bâtiment à ossature bois en R+3 de 80 mètres de long et de 70m de large imaginé autour de galeries intérieures desservant l'ensemble des blocs fonctionnels et les magasins de conservation.

Devant, un parvis paysagé protégé du vent. Autour, une 'double peau' ventilée et habillée de briques de terre cuite extrudée autour des voiles de béton afin de réguler l'inertie et l'hygrométrie du bâtiment. Au-dessus, des toitures en partie végétalisée accueillant également 500m² de panneaux photovoltaïques. La puissance qui pourra être produite sera de 105kW environ. Celle-ci sera directement utilisée par le bâtiment en autoconsommation et le surplus pourra être revendu. « Il n'a pas été possible d'en installer davantage en raison de contraintes liées à la proximité de l'aéroport », précise l'architecte lyonnais.

Un parking semi-enterré de 36 places complètera l'aménagement.

L'ensemble, qui représente un investissement de près de 31M€, constitue actuellement l'un des principaux investissements publics en Vaucluse. Il est financé par le Département à hauteur de 16,07M€ ainsi que par l'Etat (7M€ via la Drac et le DSID), la Région Sud (6,94M€) et la communauté d'agglomération du Grand Avignon pour un montant de 822 939,42€.

Ecrit par le 2 avril 2025



Le Département va lancer une étude sur la réutilisation du palais vieux une fois que les archives en seront définitivement parties. Une certitude, le Conseil départemental a la volonté d'ouvrir l'espace au public le plus large.

Un trait d'union avec le passé

« Nous posons aujourd'hui, tous ensemble, la première pierre, s'est félicitée Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse lors du lancement officiel du chantier. Et cette pierre, symboliquement, est issue du chantier de restauration du Palais vieux, toujours en cours. Elle a été taillée voilà près de 700 ans... Comme un trait d'union entre un chapitre qui se termine et un autre qui commence... mais c'est une seule et même histoire qui continue. »

Pour le palais, dernier bâtiment en France aussi ancien à être occupé par un service d'archives, si les opérations de déménagement se préparent déjà depuis 2019 il s'agit également de savoir ce que le Département veut faire de cet espace constituant la partie la plus ancienne du plus grand palais gothique.

En effet, le reste de l'édifice médiéval est propriété de la Ville d'Avignon et est exploité par Avignon tourisme comme site de visite et d'exposition, comme centre des congrès et comme lieu d'accueil

Écrit par le 2 avril 2025

emblématique du festival d'Avignon dans la cour d'honneur.

« Très attaché à ce monument connu dans le monde entier, et d'ailleurs classé au patrimoine mondial de l'Unesco, le Département de Vaucluse va prochainement étudier la mise en place d'un projet global pour le Palais vieux, explique le Conseil départemental. Autrement dit, lui inventer un nouveau destin après le déménagement des Archives. S'il est encore trop tôt pour en esquisser les contours, l'objectif est bien que ces espaces soient à terme accessibles au plus grand nombre. »

Découvrez le projet Memento situé à Agroparc.

Région Sud : des protections périodiques gratuites dans tous les lycées dès la rentrée



Ecrit par le 2 avril 2025

En 2021, la [Région Sud](#) a lancé le dispositif 'les mêmes règles pour toutes' en mettant en place des distributeurs de protections hygiéniques gratuites dans 10 lycées qui se sont portés volontaires. Le [premier distributeur a été installé au lycée Ismaël-Dauphin à Cavillon](#) en début d'année 2021. Ce dispositif a pour objectif de lutter contre la précarité menstruelle. Selon la marque de produits d'hygiène féminine Always, 1,7 million de femmes étaient victimes de précarité menstruelle en 2019 en France. Une situation qui persiste et conduit près de 130 000 jeunes filles à manquer l'école régulièrement dans le pays.

13% des femmes déclarent avoir déjà dû choisir entre des protections hygiéniques et un autre achat de première nécessité, ce qui a poussé la région Sud à accélérer la mise en place de son dispositif. « A la rentrée 2022, 100 % des lycées de la région Sud seront équipés de distributeurs de protections périodiques gratuites et de qualité », a expliqué [Renaud Muselier](#), président de la région Paca. Ainsi, toutes les jeunes filles des lycées publics et privés auront accès à des protections hypoallergéniques en coton 100% bio, biodégradables et compostables.

V.A.

500€ pour les conducteurs qui passeront au bioéthanol

Ecrit par le 2 avril 2025



Dans le cadre de son plan 'Une COP d'avance', la région Paca propose un chèque de 500€ pour aider les conducteurs qui passeront au superéthanol-E85.

Si le chèque 'Transition bioéthanol' [proposé initialement en 2020 s'élevait à 250€](#), sa somme est aujourd'hui doublée. Cette augmentation vient notamment répondre à la hausse du prix du carburant. Présent jusqu'à 85% dans le superéthanol-E85, [le bioéthanol](#) représente une alternative plus économique mais aussi plus écologique aux autres carburants car il est produit à partir de végétaux.

La région Paca prendra donc en charge jusqu'à 50% du coût de fourniture et de pose, à hauteur de 500€. Pour obtenir cette aide, il faut [déposer une demande en ligne](#) et disposer d'une facture acquittée avant le 30 juin 2022. Pour y être éligible, il faut être propriétaire d'une voiture à essence à usage personnel ou professionnel domicilié en région Paca ou être un organisme de droit privé propriétaire d'une voiture de société ou de fonction et dont le siège social ou l'établissement de rattachement du véhicule est situé sur le territoire régional.

Les stations essences qui proposent du superéthanol-E85 en France

V.A.

Avignon, une nouvelle aura pour le 'Marché d'Intérêt National'

«2022 sera une année stratégique pour le Min» prévient Cécile Helle, maire d'Avignon, notamment sous l'impulsion de la nouvelle directrice du Smina -structure accompagnante du Min- Laëtitia Vinuesa. Objectif : Redonner de l'élan, une nouvelle dimension et plus d'ouverture à la structure née dans les années 1960.

L'ambition de Cécile Helle ? «Faire du [Min](#) (Marché d'intérêt national) un acteur majeur de l'économie parce qu'il est à la fois connu depuis des lustres pour son carreau où, dès 3 h du mat' on négocie le prix des fruits et légumes «mais finalement assez mal connu des acteurs institutionnels et économiques et du grand public. Pourtant sa situation géographique est idéale, remarque Cécile Helle, à la fois proche des Remparts (2 km), et des principaux axes routiers.»

Feuille de route

Mais le plus important ? C'est incontestablement l'arrivée de Laëtitia Vinuesa repérée pour la qualité de son travail au Grand Avignon où elle était en charge de l'Économie sociale et solidaire puis directrice du développement économique et touristique. Ce qu'elle s'emploiera à faire ? «Positionner le Min comme un acteur économique majeur de l'agriculture et particulièrement de la transformation agroalimentaire. Elle aura en charge de promouvoir la structure au-delà du territoire et de renforcer sa lisibilité auprès des Avignonnais. Et à l'intérieur même de la structure ? De renforcer l'animation des entreprises, l'information et la synergie entre-elles tout en développant les services dont elles ont besoin. » Une mission qu'elle mènera avec onze personnes.

Sous son impulsion

Laëtitia Vinuesa aura également pour tâche de donner plus de faste au Carreau, à accompagner à la transition du Min notamment en s'attaquant à l'amélioration de la collecte et des solutions de traitement des déchets du site -50 tonnes par an- en mettant en place des composteurs, en travaillant sur les sources d'énergies renouvelables, l'installation de bornes électriques pour les véhicules, la mise en place du photovoltaïque et travailler sur l'enjeu de la logistique urbaine durable -acheminer dans les meilleures conditions les flux de marchandises entrants et sortants dans la ville-.

Ecrit par le 2 avril 2025



Eric Deshayes (Pôle emploi), Christian Rocci (agriculture), élus au Conseil d'administration du Min, Cécile Helle, présidente et Laëtitia Vinuesa, directrice du Min : Redonner de l'éclat au MIN

Un CV bien rempli

Laëtitia Vinuesa est née à Cherbourg en 1979 (43 ans). Elle est diplômée en Sciences économiques et gestion -management des organisations. Elle a été chargée de mission en accompagnement à la création et au développement d'entreprises et au financement de projets dans une plateforme d'initiatives locales à Draguignan où elle a ensuite rejoint le Pôle de compétitivité Trimatec (chimie verte), avant de prendre les responsabilités de Chargée de mission développement économique et emploi à la Maison de l'emploi du Sud Vaucluse. Durant 10 ans elle a été successivement chargée, au Grand Avignon, de l'Économie sociale et solidaire puis directrice du développement économique et touristique.

L'agroalimentaire toujours

Près de 97% des 25,5 hectares sur lesquels s'étend le Min sont utilisés mais voici qu'une entreprise de logistique, anciennement situé au bâtiment W, laisse sa place, il y a 3 ans, libérant 1600m², dorénavant,

Ecrit par le 2 avril 2025

entièrement réhabilités. La Ville y a, alors, conçu des laboratoires de transformation proposés aux entrepreneurs pour y développer des entreprises. 600m2 sont d'ailleurs disponibles à la location.

Le Min en chiffres

Le Marché d'intérêt national c'est plus de 238,5M€ de chiffre d'affaires, et une marge bénéficiaire de 450 000€ (hors crise sanitaire) «C'est un des équipements de la ville qui rapporte», souligne Cécile Helle. 100 000 m2 de surface construite. 2 100 véhicules par jour. 1 356 emplois. 300 places de parking. 135 entreprises. Une emprise foncière de 25,5 hectares idéalement située. Une zone d'approvisionnement des produits du monde entier, des expéditions en Europe et au Moyen-Orient et une distribution dans 15 départements. Dans le détail ? La structure propose 32 000m2 de bâtiments à usage commercial, artisanal ou industriel, 57 000 m2 de terrains loués et 8 500m2 de bureaux en location, 6 salles de réunion, un restaurant et une brasserie ainsi que deux crèches d'entreprises 'Lei Minots' de 40 enfants de zéro à 6 ans, de 6h du matin à 19h30, et 'L'Esquiro'. Le Min accueille également un point La Poste et un poids public permettant la pesée jusqu'à 50 tonnes. « Le Min d'Avignon se place, au niveau national, à la 2^e place en termes de surface construite, et à la 4^e place en superficie », souligne Cécile Helle.

Historique

Le Min a été implanté dans les années 1960 et fait partie des 18 marchés d'intérêt national du marché de gros en France conçu pour simplifier les circuits de distribution et sécuriser l'approvisionnement des villes en produits alimentaires et des plateformes logistiques de distribution alimentaire. Sa structure accompagnante est la Smina (Société du marché d'intérêt national d'Avignon à Avignon). A l'origine ? Il est né du déplacement d'un marché de centre-ville en rase campagne, il y a 62 ans pour devenir le 'marché-gare' et se structurait, alors, au creux de 4 000 m2 de bâtiments accueillant 500 producteurs locaux de fruits et légumes principalement transportés par rail. La réfrigération des denrées, le développement du transport routier, et la création des GMS (grandes et moyennes surfaces) ont changé les modes de consommation mettant à mal l'activité commerciale des producteurs, vidant peu à peu les entrepôts et amenant la structure à la location de ses locaux et l'émergence de bureaux. L'arrivée de Métro et Promocash a contribué à doper la fréquentation du site avec 10 000 nouveaux clients attirés par l'alimentaire assurait Didier Auzet, directeur du Min en juillet 2010, lors du 50^e anniversaire de la structure*. Le MIN est classé, depuis 2013, en Zone de sécurité prioritaire (ZSP).

(*Source : Actualité des entreprises publiques locales de juillet 2010.)

Cuisine centrale et aspect social

Le Min accueille la cuisine centrale délivrant les repas des scolaires, des centres de loisirs, des restaurants pour personnes âgées... Installée sur 500m2, la Cuisine centrale conçoit entre 4 000 et 5 000 repas par jour, soit 540 000 repas scolaires annuels pour les 36 cantines de la ville. La structure travaille avec la légumerie sociale et solidaire '[Les jardins de Solène](#)' à Pernes-les-Fontaines et est passée aux récipients en inox, éradiquant l'utilisation du plastique. Enfin, Le Min héberge à loyer réduit 2 entreprises d'insertion par le travail et un centre d'insertion : '[Les jardins de la Méditerranée](#)' qui lutte contre le gaspillage alimentaire, propose l'accompagnement et l'insertion professionnelle ainsi que l'approvisionnement du réseau national de l'aide alimentaire. En 2020, les Jardins de la Méditerranée ont collecté 1 934 tonnes de fruits et légumes et en ont distribué 1 580.

Ecrit par le 2 avril 2025

Ils ont dit



Cécile Helle

Cécile Helle, maire d'Avignon

«Le Min est une vraie zone économique essentielle accueillant également du tertiaire avec la présence de banques, assurances ainsi que le siège départemental de la Région Sud Alpes-Provence-Côte d'Azur, les entreprises de distribution Métro et Promocash. La structure est aussi pourvoyeuse de denrées à destination des marchands forains. Nous allons pousser l'accueil des entreprises de transformation de produits issus de l'agriculture locale ou de la nature. Nous avons procédé à une gratuité des loyers pour les entreprises, notamment dans le secteur de l'événementiel comme les traiteurs. Cela a représenté un engagement de plus de 150 000€, par an, pour le Min.»

Écrit par le 2 avril 2025



Laëtitia Vinuesa

Laëtitia Vinuesa, directrice du Smina

«J'ai débuté ma carrière avec l'accompagnement de porteur de projets puis de leur développement et financement pour, ensuite, évoluer vers le management et les projets territoriaux. Le site du Min a de belles perspectives en vue. Nous mènerons des actions de promotion et de communication ; faire rayonner le Min et tisser des liens avec les acteurs du territoire, comme les autres Mi et la Région. Nous ferons aussi se rencontrer les entreprises de la structure ce qui pourrait initier de futures collaborations et synergies lors de petits déjeuners et after-work, également des temps de visites des entreprises. Ce qui nous tient à cœur ? Accompagner le Min dans sa transition : collecte des déchets, sources d'énergies renouvelables et la logistique urbaine durable...»

Ecrit par le 2 avril 2025



Christian Rocci

Christian Rocci, conseiller municipal chargé de l'agriculture, administrateur du Smina

«Si le carreau n'est pas à l'image de ce qu'il était il y a des années, il reste important et continue de vivre aujourd'hui avec une vingtaine de producteurs et presque autant d'acheteurs. Nous essaierons de lui donner plus de faste. Nous aurons besoin de communiquer sur les activités du Min qui ne sont pas connues à l'extérieur et sur son orientation écologique. Il nous faut être ambitieux.»

Un parcours de développement

Ce que la Ville veut impulser ? Un parcours de développement des entreprises avec Créativa -structure du Grand Avignon-, la pépinière de la Barbière -bientôt relocalisée aux Grands cyprès-, le Village des métiers, l'Hôtel d'entreprises et le Min, tous organes de la Ville. Mis bout à bout ces maillons sont capables de fournir aux entreprises sorties des pépinières, tous les moyens pour s'installer, suivant la nature de leurs projets, sur notre territoire tout en restant accompagnées par des structures publiques.

(Vidéo) Antivax : la Région condamne le blocage du 'Vaccinobus' à Carpentras

Renaud Muselier, président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, vient de condamner le blocage du [Vaccinobus](#) à Carpentras. Ce dernier dénonce le comportement « violent » des antivax.

Ce Vaccinobus devait se rendre aujourd'hui au Lycée Fabre de Carpentras pour réaliser une opération de vaccination auprès des lycéens et équipes encadrantes volontaires, dans le cadre de la campagne lancée conjointement le 13 septembre dernier avec l'ARS et la Croix-Blanche. « Une manifestation 'antivax' a été organisée à l'entrée de l'établissement scolaire et a empêché l'entrée du vaccinobus avec un slogan 'Bloquons partout ces vaccinodromes ambulants qui viennent traquer les ados jusque dans les collèges et lycées' », explique-t-il.

Suite à cela, le Vaccinobus a dû quitter les lieux, sous la pression des manifestants (ndlr : [une vidéo du blocage du bus](#) est d'ailleurs publiée sur les réseaux sociaux). Toutefois, les infirmières, le médecin et le personnel de la Croix Blanche en charge de la vaccination ont tout de même pu rentrer dans l'établissement pour réaliser la vaccination de 22 lycéens alors que 70 étaient inscrits initialement.

Poursuites pénales et poursuite de la vaccination

« Ces violences sont inacceptables et insupportables, et la condamnation de notre collectivité est totale », poursuit le président de la région Sud malade du Covid depuis 3 semaines désormais qui assure que « si je n'avais pas été vacciné, j'aurais été un candidat idéal pour les services de réanimation ! »

« Les opérations du vaccinobus se poursuivront sur l'ensemble du territoire régional dès demain et seront accompagnées de notre brigade mobile de sécurité pour les encadrer, prévient Renaud Muselier. Depuis le 13 septembre, 150 lycéens ont pu être vaccinés grâce à cette opération, sur la stricte base du volontariat, sans forcer personne. Notre collectivité continuera de proposer à tous, quel que soit l'âge et quel que soit le territoire, la vaccination pour lutter contre l'épidémie. » Et le président de la Région de préciser que « si La Croix Blanche ou la FNTV choisissent de poursuivre en justice les auteurs de ces violences, la Région sera évidemment à leurs côtés ».

L.G.

Une vidéo du blocage du bus est d'ailleurs publiée sur les réseaux sociaux. Le Vaccinobus a dû quitter les lieux, sous la pression des manifestants.

Paca : les 14 élus vauclusiens qui siègeront au Conseil régional

Avec 52,56% des voix, **Renaud Muselier** est vainqueur des **Régionales** sur le RN **Thierry Mariani** (47,44%). De l'aveu du président LR de la région Sud : « ce résultat de second tour a démenti tous les sondages, tous les pronostics. »

« Vous avez décidé de faire cause commune face au péril de l'extrême droite. Merci à Bernard Tapie et à Nicolas Sarkozy pour leur soutien, merci à Jean Laurent Felizia qui a fait le choix responsable de retirer sa liste ». De son côté, le vauclusien **Thierry Mariani** a dénoncé « un système coalisé qui l'a emporté aux termes d'une campagne qui n'honore pas nos adversaires. Voici les 14 élus qui représenteront le Vaucluse au Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur.

9 sièges pour la liste de **Renaud Muselier**

- **Claire Aragones** (LR) - maire des Beaumettes
- **Michel Bissière** (LR) - conseiller régional sortant
- **Bénédicte Martin** (LR) - conseillère régionale sortante
- **Jean-François Perilhou** (LR) - maire de Vaison-la-Romaine
- **Jacqueline Bouyac** (LR) - président de la Cove
- **Patrick Adrien** (LR) - maire de Valréas
- **Dominique Brogi** (LR) - chef d'entreprise
- **Jean Aillaud** (LR) - premier adjoint au maire d'Apt
- **Violaine Richard-Perrin** (LR) - chef d'entreprise

5 sièges pour la liste de **Thierry Mariani**

- **Thierry d'Aigremont** (RN) - gérant de société
- **Catherine Rimbert** (RN) - conseillère municipale de Carpentras
- **Anne-Sophie Rigault** (RN) - conseillère régionale sortante
- **Thierry Mariani** (RN) - député au Parlement européen
- **Bénédicte Auzanot** (RN) - conseillère municipale de Cavaillon

Les 123 nouveaux élus régionaux se retrouveront ce vendredi 2 juillet à l'Hôtel de Région à Marseille pour élire le nouveau président de l'assemblée régionale. Une élection qui ne laisse peu de place au doute...

L.M.

Achats : les marques préférées des ados de Paca

[Pixpay](#), la carte de paiement destinée aux 10-18 ans vient de publier son baromètre 2021 sur 'Les habitudes de consommation des adolescents'. Cette étude, réalisée auprès de 50 000 de ses utilisateurs du 1er janvier 2020 au 15 mars 2021, dresse notamment le palmarès des marques faisant le plus l'objet de transaction de la part des ados dans l'Hexagone.

Ainsi, en Provence-Alpes-Côte d'Azur c'est l'enseigne McDonald's qui arrive en tête avec 4,1% des transactions des 10-18 ans. Arrivent ensuite Apple (2,9%), Amazon (2,4%), Casino (2,4%) et Monoprix (2,4%). Ce top 10 régional est ensuite complété par Playstation* (1,9%), Google (1,7%), Intermarché (1,5%), Ali express (1,5%) et Playstation* (1,5%).

Cependant, il existe quelques disparités au sein même de la région. Ainsi, à Marseille, c'est Casino (2,8%) qui arrive en 2^e position devant Apple alors qu'à Nice les 2 premières places sont occupées respectivement par Monoprix (4,5%) et le réseau de transport Lignes d'Azur (3,4%). A Montpellier, Casino (5,1%), McDonald's (4,7%) et Monoprix (3,3%) constituent le trio de tête.

Au niveau national, le podium est constitué de McDonald's, Apple et Playstation. Suivis après d'Amazon, Ali express, Monoprix, Google, Vinted, Shein et Carrefour city.

Habitudes de consommation

Le système de paiement copiloté par les parents Pixpay constate que le montant moyen de transaction des ados en France se monte à 12,2€ pour des fréquences de dépense par mois de l'ordre de 4 utilisations. Par ailleurs, le montant mensuel versé sur les cartes s'élève à 56€.

Les dépenses des ados sont regroupées autour de quatre catégories phares : les supermarchés et l'alimentation (29%), les fastfoods (13%), les vêtements et accessoires (9%) et le 'gaming' (jeux vidéo ou en ligne - 6%).

Des ados qui utilisent principalement leur carte de paiement entre 13h et 15h et 17h et 19h ainsi que le mercredi et le vendredi pour les dépenses dans la restauration rapide et le samedi pour le 'gaming'. A noter que 7% des transactions sont déjà réalisées via les applications Apple pay (qui représente 91% de ces transactions) et Google pay (9%).

**Playstation apparaît deux fois dans ce classement, une fois au titre de son service de paiement en ligne et une autre au titre de Playstation store.*

Lucien Stanzione, Pourquoi et comment je défends les élus Vauclusiens auprès du législateur!

Lucien Stanzione, sénateur de Vaucluse, a poussé les portes de l'Echo du mardi pour dire ses combats et attentes. Le défenseur des élus vauclusiens s'émeut de la mise à l'amende des maires pour cause de Loi Alur et de défaut de logement social, de la fermeture des classes et des bureaux de La Poste et défend le statut de bénévole des sapeurs-pompiers volontaires. Il réclame plus de moyens pour la Police et la Justice ; promeut l'assurance pour tous les agriculteurs ; s'inquiète de la précarité des étudiants et plus largement des jeunes, se livre sur les élections départementales et s'offusque de la liste régionale de gauche Sud-Paca.

La Loi Alur

«Actuellement ? Je travaille sur la loi Alur (Accès au logement et urbanisme rénové), faisant remonter au législateur les positions des élus Vauclusiens sur la constructibilité, le PLU (Plan local d'urbanisme), les 20% de logements sociaux afin de porter des amendements qui, par exemple, aideraient les collectivités - à partir de la création d'un fonds départemental- à conserver leur droit à l'investissement. En effet, celui-ci servirait à démarrer des opérations plutôt que laisser disparaître, dans un pot commun, les montants des amendes pour défaut de construction de logements sociaux, vers une destination inconnue. C'est en tout cas ce sur quoi je travaille dans le cadre du projet de Loi 4D relatif à la différenciation, à la décentralisation, à la déconcentration et la simplification de l'action publique locale.»

L'Elu, une personne particulièrement exposée

«J'œuvre également sur la protection juridique des élus car, aujourd'hui, s'il a un souci judiciaire, il est traité comme un quidam ordinaire. C'est impensable car il représente l'Etat mais à ce titre-là, il n'est pas défendu comme tel. Pourtant, en plein Covid ce sont bien les maires qui sont en 1^{re} ligne pour porter assistance à leur population ! Je réclame que les élus soient autant protégés que les policiers, magistrats, sapeurs-pompiers car tous incarnent l'autorité de l'Etat sur le territoire. Je ne dis pas qu'il faut cultiver l'irresponsabilité mais qu'elle soit mesurée. Et que lorsqu'ils font l'objet d'agression, que la Justice punisse les contrevenants très durement. C'est à partir de là que s'exerce la notion de respect de la fonction.»

Ecrit par le 2 avril 2025

L'école

«Le Dasen (Directeur académique des services de l'Éducation nationale) de Vaucluse prévoit la suppression de 34 classes dans le département à la rentrée 2021. Je lui ai écrit pour lui demander d'attendre la rentrée 2022. Pourquoi ? Parce que même si on desserre peu à peu les verrous du confinement on ne sait pas ce qui se passera à la rentrée. D'autant plus qu'à l'heure actuelle on impose la distanciation physique des élèves, le fonctionnement de la cantine par roulement avec des plages horaires très élargies de 11h à 14h alors on ne peut pas, dans un même élan supprimer des classes !

Trois classes bientôt fermées dans le centre-ville d'Apt

«Il est, par exemple, question de supprimer trois classes -1 maternelle, 2 élémentaires- dans le centre-ville d'Apt. Pourquoi ? Parce qu'il y a deux catégories de familles qui cohabitent en centre-ville : des familles très très modestes à la situation sociale très compliquée et d'autres disposant de plus de moyens. Ces dernières disposent de voitures et emmènent leurs enfants fréquenter des écoles dans les villages alentours. Si ces classes ferment que deviendront les enfants des familles les plus modestes car, eux, ne pourront pas se rendre dans les villages avoisinants ? Fermer des classes renforcerait cette injustice et mettrait à mal les enfants qui ont, au contraire, besoin d'être aidés.»

Ne nous précipitons pas !

«Ce que je dis ? Ne nous précipitons pas sur cette rentrée des classes de septembre 2021 qui sera encore atypique comme l'a été la rentrée 2020. Attendons 2022. Nous disposons d'un plan de relance de 115 milliards d'euros, pourquoi ne pas avoir prévu d'en faire bénéficier l'Éducation nationale en conservant plus de classes ? La décision ? Elle sera donnée le 30 juin. Je le redis : je souhaite le maintien des classes.»

Conserver les classes

La Poste

«La Poste s'est lancée dans la restructuration de ses bureaux, notamment via des changements d'horaires cependant ces changements ne sont pas en adéquation avec la demande des usagers qui, trouvant portes closes, fréquentent moins les bureaux ce qui induit, au fur et à mesure du temps qui passe, leur fermeture avec la logique que les usagers se rendront dorénavant à un autre bureau, même s'il se trouve loin de leur domicile. Ma bataille ? C'est qu'en zone urbaine les bureaux de Poste ne ferment pas. Nous avons failli perdre, il y a peu, La Poste de la place Pie à Avignon et maintenant se pose la question de la fermeture du bureau de Saint Ruf ! Les directeurs de La Poste ? Ils prennent un compas pour délimiter 800m, voire 1km et disent que les gens peuvent pousser la porte d'un autre bureau de Poste... Comment feront les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite pour se déplacer ? Elles ne pourront pas ! Cela a également un impact pour les entreprises.»

Conserver les bureaux de Poste

Ecrit par le 2 avril 2025

Les pompiers : le statut et le no unique 112

«Je nourris un attachement particulier pour les pompiers pour avoir travaillé auprès d'eux durant trois ans, à l'Etat-major, sur leur plan de formation. Je travaille particulièrement sur le statut du pompier volontaire car une directive européenne vient de voir le jour expliquant que toute activité, quelle qu'elle soit, est un travail et, de fait, entre dans ce cadre règlementaire. Sauf que cela n'est pas vrai pour les pompiers volontaires qui sont vacataires, appelés à la demande, ne possèdent pas de contrat de travail et, pourtant, cette directive pourrait leur être appliquée. C'est tuer le volontariat ! Alors que la particularité du service de secours français s'appuie sur deux piliers qui sont les professionnels et les volontaires qui maillent, ainsi, tout le territoire.»

Une spécificité française

«C'est une organisation assez atypique en Europe. Cela permet de disposer, dans tous les villages de France, de pompiers volontaires qui interviennent en moins de 12 mn après un appel. Sans eux ce ne serait pas possible. Je veux sauvegarder l'emploi volontaire.»

Le 112

«Le problème du 112 ? Que chacun veuille tirer la couverture à soi ! En France, il y a beaucoup de numéros d'urgence : le 15 pour le Samu, le 17 pour Police secours, le 18 pour les pompiers, le 114 pour les personnes sourdes et malentendantes, le 115 pour le social, le 3919 pour les femmes victimes de violence et, enfin, le numéro européen : le 112. Aujourd'hui, la Fédération nationale des pompiers défend l'idée de rassembler l'ensemble des numéros pour consacrer le numéro universel et européen. Ainsi, où que vous alliez, vous faites le 112 et êtes secouru alors que lorsqu'un étranger arrive en France il doit choisir entre 6 numéros différents... La réponse à l'urgence doit être simplifiée permettant de faire un dispatching derrière le 112 et selon la nature du besoin. Je ferai cependant une exception pour le 3919 (violences faites aux femmes), dont je pense qu'il doit être préservé car ce qui est dit est de l'ordre de l'intime et doit être traité différemment.»

Conserver le statut de Sapeurs pompiers volontaires

Le service public de la police

«J'ai fait partie des personnes qui ont participé à la manifestation de soutien à [Eric Masson](#), le policier assassiné, aux côtés de cinq autres socialistes et des 40 policiers avignonnais. Je trouve que celle-ci a été détournée et noyauté par certains partis politiques qui sont venus en masse arborant leur écharpe, faisant de leur présence une démonstration de force politique. Alors que l'objectif était de soutenir un policier assassiné, une famille détruite... Je m'en suis ému sur mon compte [facebook](#). La Police joue un rôle important et il n'est pas question d'opposer Police et Justice. Les deux doivent fonctionner ensemble mais il est vrai que la Justice comme la Police manquent de moyens. Un juge d'instruction ne peut pas suivre, à lui seul, la masse de dossiers qu'on lui confie. Nous avons besoin d'un ministère de la Justice mieux doté en moyens et en hommes et cela est aussi vrai pour la Police.»

Ecrit par le 2 avril 2025

L'agriculture

«C'est un 'gros' sujet parce que le département de Vaucluse est un département agricole. Notre économie est là : maraîchages, cultures saisonnières, vigne, fruits. Je viens d'être confronté au gel des vignobles et des arbres fruitiers qui vont impacter l'agriculture sur plusieurs années puisqu'il faudra arracher les ceps de vignes et les arbres, replanter et attendre leur fructification qui n'interviendra que dans -au mieux- trois ans puis surtout à partir cinq ans pour une production plus qualitative. Sachant, également que le cep met 10 ans à produire un raisin destiné à un vin de qualité. Ainsi, le gel aura impacté en une fois les 5 à 10 prochaines années, mais qui, en dehors des agriculteurs, le sait ?»

La question de l'assurance

«Elle touche absolument tous les agriculteurs et c'est pour le moment un problème insoluble, qu'il faut donc le traiter autrement. Pourquoi ? Parce que l'assurance est volontaire et donc coûteuse ce qui fait que peu de monde y va. Ce système induit des primes annuelles élevées, avec, en référence, les dégâts des années précédentes ce qui renchérit les prix. La solution ? Créer un cercle vertueux. L'Etat pourrait intervenir de façon dégressive avec la mise en place d'un système assurantiel à prix accessibles ce qui permettrait à tous les agriculteurs d'adhérer, cet effet de masse permettant à son tour l'accès à une prime d'assurance au prix contenu.»

Les saisonniers marocains et tunisiens

«La pandémie a bloqué aux frontières les saisonniers agricoles -beaucoup de Marocains et Tunisiens, les Espagnols étant moins impactés par les contingences sanitaires- qui restent 7 jours en quarantaine et dont le coût est à la charge de l'employeur, c'est-à-dire que l'agriculteur en plus des frais de confinement qui sont à sa charge va également rémunérer cette semaine non travaillée. Je demande de l'aide -de l'ordre d'une semaine de Smic, salaire minimum de croissance, agricole- pour les agriculteurs qui ne sont ni responsables de la quarantaine ni de la pandémie.»

La Pandémie a bloqué les saisonniers aux frontières

La Culture

«Je siège, au Sénat, à la Commission de la culture. Au 5 juillet, à l'ouverture du festival d'Avignon, la jauge devrait être de 100%. Cependant tout ce qui concerne la Musique du monde : les festivals de musique en salle et en plein air debout, n'est pas réglé ! Ainsi le Rhinoférok, festival rock de juillet qui a lieu à Pernes-les-Fontaines et réunit 5 000 personnes, a été annulé comme beaucoup en France et en Europe. Pour ces festivals, nous n'avons pas encore trouvé de solution. Cela pose aussi le problème économique lié à la jauge des lieux qui ne sont pas subventionnés. Nous devons donner une réponse claire à l'organisation de festivals de musique.»

Ecrit par le 2 avril 2025

Comment presentez-vous les élections ?

«La gauche a des chances sur ces élections départementales d'abord parce que la majorité de droite emmenée par Maurice Chabert n'a pas fait grand-chose sur le domaine du social et de l'écologie et que l'on ne peut pas rester sur une politique immobiliste alors que les questions du social et de l'écologie restent prégnantes. Pour le parti socialiste Jean-François Lovisolò (Maire de la Tour d'Aigues depuis 2008) est assurément le meilleur candidat pour conduire, demain, le Département. Son parcours de maire, de président des maires de Vaucluse, de Conseiller départemental en font un homme aguerri à la question du territoire pour diriger le Département.»

Aider les jeunes de moins de 26 ans

«Pour le social j'évoque le revenu pour les jeunes qui n'ont pas accès au RSA (Revenu de solidarité active d'un montant de 565,34€) entre 18 et plus de 25 ans. Il ne s'agit pas de créer une nouvelle allocation mais de rassembler l'ensemble des allocations servies pour arriver un minimum garanti qui corresponde au RSA. Cela concernerait tous les jeunes étudiants et apprentis qui vivent actuellement dans une grande précarité.»

Aider les jeunes de moins de 26 ans en précarité

Réussir lors des partiels à l'Université

«A l'occasion du passage des partiels à l'université et alors que les étudiants ont dû déserrer leur location pendant le confinement, la fédération du parti socialiste de Vaucluse a lancé un appel à la solidarité pour que les étudiants puissent être hébergés et aidés afin de passer leurs examens dans de bonnes conditions.»

Les élections régionales

«On n'a pas maîtrisé l'accord régional qui a été conduit à Marseille et à Paris. Nous sommes là dans une configuration politique plus générale avec, en arrière-plan, les élections présidentielles. Nous avons là une liste qui ne nous convient pas et je l'ai fait remonter à mon parti. Même si l'on est pour le renouvellement, on ne peut pas admettre que le parti socialiste apparaisse en 4^e position sur une liste 'Rassemblement écologiste et social emmené par Jean-Laurent Félizia' alors que c'est l'une des principales forces de gauche dans le département de Vaucluse avec 400 adhérents à la fédération du Parti socialiste et un maire PS, Cécile Helle d'une ville de plus de 90 000 habitants. Nous sommes la 2^e ville tenue par la gauche dans la région après Marseille ; il n'y a pas d'autres départements à part les Bouches-du-Rhône pour accueillir des parlementaires de gauche et on se retrouve en 4^e position sur les régionales ! »

Lucien Stanzione

Lucien Stanzione, 71 ans est sénateur de Vaucluse. Il a été élu en septembre 2020. Il a été maire

Ecrit par le 2 avril 2025

d'[Althen-des-Paluds](#) (mars 2001 à mars 2014) et conseiller municipal de Cabrières d'Aigues. Il a été cadre territorial et directeur général de Mistral Habitat (le bailleur social du Conseil départemental de juin 2001 à avril 2011 appelé désormais Vallis Habitat). Il est le 1^{er} secrétaire fédéral PS Vaucluse et président UDESR 84 (Union des élus socialistes et républicains). Il est, entre autres, membre de la Commission de la culture, de l'éducation et de la communication, également membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation. Il est membre du groupe socialiste, écologiste et républicain.